

le bulletin de liaison



« France 2030 » : pas sans les premiers concernés

Le « président » de la République vient d'annoncer un plan de 30 milliards d'euros d'investissement dans l'industrie pendant les 20 prochaines années (ce ne qui fait que 1,5 milliards/an, mais dans quelles poches iront-ils ? Restitués au patron avec le CICE ?). Le plan, pompeusement intitulé « France 2030 » a au moins un mérite : le rappel de la nécessité d'investissement et d'une vision à long terme. Mais sans surprise l'annonce est à côté de la plaque.

Tout d'abord sur **le volet social**, pas un mot sur les salaires, la casse en cours des conventions collectives de la métallurgie - et donc des classifications, de l'ancienneté, de la pénibilité.... et des nombreuses fermetures et suppressions d'emplois qui rythment les secteurs industriels. Pas un mot non plus sur les droits des salariés et de leurs représentants pour faire face à la financiarisation à l'extrême d'un secteur indispensable à la population : France 2030 c'est le prolongement du capitalisme.

Sur le volet industriel, on pourrait sourire aux recettes miracles annoncées comme l'hydrogène vert ou des mini-centrales nucléaires: pour autant, l'État a souvent été habitué à faire de grandes annonces sans se

soucier de l'emploi ou même de l'effectivité - comme sur l'hydrolienne et le scandale sur le sujet, après plus d'un milliard d'euros d'investissement.

Enfin sur la méthode : pas de consultation des salariés ni des syndicats, des mesures décidées et annoncées avec et devant les seules directions d'entreprises. En somme, un déni de démocratie alors que nous défendons la planification collective pour tendre vers la socialisation des moyens de production. C'est d'ailleurs la position que nous défendons, celle d'une industrie répondant aux besoins sociaux où les salariés sont associés aux choix, lors du **Forum Reconstruire l'industrie** qui aura lieu à Belfort le 20 octobre 2021, co-organisé avec SUD industrie Franche Comté et notamment les salariés de General Electric. Les salariés de l'industrie au sens large sont en effet fiers de faire partie de ces secteurs, mais pas pour les raisons fantaisistes invoquées par Mme Pannier-Runacher après son mauvais sketch autour de la « magie » mais parce qu'ils sont conscients de la lutte sociale aussi à mener : à (ré)écouter, le podcast « [entre les lignes](#) », sur le sujet...

Tout augmente, sauf les salaires

Essence, électricité, Gaz, courses : c'est évident, les fins de mois sont encore plus compliquées qu'avant et « commencent » de plus en plus tôt. Les raisons en sont multiples mais sont ravageuses pour tous ceux qui ne gagnent pas des milliers et milliers d'euros par mois, voire des millions. Le patronat doit **augmenter les salaires** et **rembourser intégralement les frais de transports**. Le gouvernement doit **bloquer les prix**. Ce n'est malheureusement pas la jour-

née habituelle de mobilisation du 5 octobre, qui était un fourre-tout ne parlant qu'à une partie des militants sans réelle campagne en amont qui change la donne. Pour changer les choses, il ne faudra compter que sur nous-mêmes et notre outil syndical. C'est donc le moment, de le renforcer, en créant de nouveaux syndicats SUD ou en rejoignant ceux existants. Plus nous serons, plus nous pourrons agir. Et sûrement à nouveau en **gilets jaunes dès maintenant !**



Contacts utiles

**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org
www.sudindustrie.org

Trésorerie
Laurent Volonté
Massimo d'Amato
Céline Hofer
06.29.62.43.33

tresorerie@sudindustrie.org

Vie interne - développement
Julien Gonthier
06.30.55.33.56

gonthier@sudindustrie.org

Formation syndicale
Bernard Guillerey
Francis Fontana
06.30.71.78.22

formation@sudindustrie.org

Juridique
Mohamed Khenniche
Jérôme Lorton

juridique@sudindustrie.org

Laïcité & lutte contre les discriminations
Francky Poiriez
06.50.00.91.72

laicite@sudindustrie.org

International
Marc Tzwangue
06.82.55.83.16

international@sudindustrie.org

Boutique militante
Jérôme Massin

boutique@sudindustrie.org

BOYCOTT OU PAS ?

Le congrès de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu fin septembre en Vendée, sans la présence de notre organisation, qui avait fait le choix de ne pas y participer (Comme la Fédération SUD-Commerces qui l'a par exemple revendiqué publiquement, ou d'autres structures qui n'ont pas fait le déplacement). Le vote sur le rapport d'activité a pour la première fois connu plusieurs abstentions (« contre »), démontrant un certain malaise dans l'organisation. Si nous sommes convaincus que SUD-Solidaires reste le meilleur outil syndical, nous pensons qu'il est temps que le syndicalisme retrouve sa boussole plein SUD en orientant ses analyses et actions sous l'angle du syndicalisme et non comme une ONG de type Copernic ou Greenpeace. De plus, il est important de réorienter les moyens pour soutenir le développement du secteur privé, indispensable à l'interprofessionnel !

GRÈVE À BERGAMS

Depuis maintenant plus de quatre semaines, les salariés de Bergams (groupe Norac, agroalimentaire) sont en grève, à l'appel de l'intersyndicale dont SUD Industrie. Après avoir profité du COVID pour instaurer par la peur et avec l'accord de certains syndicats un accord d'augmentation du temps de travail et la baisse des primes. Malgré la reprise à la hausse de l'activité, l'accord perdure ! Les grévistes, qui n'ont pas hésité à multiplier les modes d'actions avec le soutien des structures SUD locales et nationales, ont dû faire face aux tribunaux ou aux tentatives de division de la direction. Le groupe, dont le président fait partie des 500 plus importantes fortunes françaises, est un exemple pour l'exploitation capitaliste. Les grévistes nous montrent l'exemple inverse : la solidarité et le partage des richesses. À Bergams ou à Transdev, les caisses de grève sont ouvertes !

DONNER DE LA VISIBILITÉ À NOS ACTIONS ET PRÉSENCE : NOTRE BOUTIQUE MILITANTE

Depuis maintenant quelques années, l'Union Fédérale SUD industrie s'est dotée d'un outil supplémentaire à destination des syndicats, « la boutique militante », permettant à la fois de disposer de matériel organisationnel et d'agitation lié à nos campagnes nationales comme des autocollants, etc.. Animée par Jérôme (SUD Industrie 08), la boutique a permis d'accompagner à chaque fois la création d'un nouveau syndicat par une dotation offerte et de répondre à l'ensemble des structures pour donner de la visibilité à notre organisations et à ses valeurs. Accessible via le site de SUD industrie, chaque syndicat départemental-régional peut faire les commandes qu'il souhaite, en regroupant les demandes pour l'ensemble des sections sur son territoire. Après les traditionnels drapeaux et matériel habituel, SUD industrie propose désormais des verres pour rappeler qu'il faut « agir pour ne pas subir ». À utiliser dans les locaux syndicaux ou CSE, lors des AG des syndicats, autour d'un café, jus d'orange ou autre, une bonne occasion d'engager la discussion syndicale en toute fraternité.



2001-2021 : SUD-Michelin fête ses 20 ans !

SUD-Michelin a fêté cette année ses 20 ans lors de son assemblée générale annuelle, en présence d'un des deux co-secrétaires de l'Union Fédérale SUD Industrie. Réunissant une petite centaine de délégués des différents sites de Michelin, d'anciens secrétaires du syndicat ou d'invités externes, l'assemblée générale a été l'occasion de faire le bilan sur la création du syndicat, né d'une scission de la CFDT en désaccord avec le rôle de la fédération de l'époque de signer l'accord sur les 35H00, comme l'a rappelé le film projeté pour l'occasion. Fort de cette histoire, le syndicat SUD-Michelin, membre de SUD industrie depuis 2016, a toujours prôné un syndicalisme à la fois démocratique, de lutte, constructif, avec des valeurs fortes, une liberté et autonomie d'action dans l'entreprise ou encore un soutien juridique important pour les militants et salariés. Aujourd'hui première organisation sur les sites de production de Michelin et seconde dans l'entreprise, SUD-Michelin continue son développement sur les différents périmètres et en terme d'adhérents. Les menaces continuent de peser sur l'emploi, et Michelin reste l'un des symboles d'une désindustrialisation en marche, au profit de délocalisations pour augmenter les bénéfices pourtant déjà importants. SUD-Solidaires, qui grâce à SUD Michelin, SUD Industrie et SUD Chimie vient de retrouver sa représentativité dans la branche du caoutchouc et ira y porter et défendre les intérêts des travailleurs-ses avec force !

